

LE PROGRAMME COMMUN A 50 ANS !

Christophe Batardy, Noëlline Castagnez, Jean-Numa Ducange, Mathieu Fulla, Pierre-Emmanuel Guigo, Jean Hentzgen, Bernard Lachaise, Maxime Launay, Marc Lazar, Thierry Mérel, Anne-Laure Ollivier, Gilles Richard, Jean Vigreux, Serge Wolikow

Le 27 juin 1972, le Parti communiste français et le Parti socialiste se mettent d'accord sur le contenu d'un programme commun. Cinquante ans après, le 27 juin 2022, la Société française d'histoire politique, la Fondation Gabriel Péri et la Fondation Jean-Jaurès reviennent sur l'anniversaire de cette date lors d'une rencontre qui rend compte des travaux d'histoire les plus récents, menés après le colloque de 2010, mais aussi des enjeux de mémoire portés par cet accord qui fut le programme politique le plus vendu et diffusé au XX^e siècle.

Le 12 juillet 1972, le Parti communiste français (PCF), le Parti socialiste (PS) et les radicaux de gauche signent le Programme commun de gouvernement à l'Hôtel Continental. L'adoption de ce texte donne naissance à l'Union de la gauche. La rupture des discussions portant sur l'actualisation du texte en septembre 1977 et la désunion à gauche qui suit n'empêche pas la reprise du contenu du Programme commun dans les 110 propositions de François Mitterrand.

Au risque d'accorder une place trop importante au texte lui-même, il convient de réévaluer les questions programmatiques portées par cet accord, comme révélatrices des hégémonies culturelles et des dynamiques politiques alors en cours à gauche mais aussi de manière plus large au sein de la société.

Par ailleurs en termes de mémoire, il s'agit d'essayer d'aller au-delà des figures emblématiques de François Mitterrand et de Georges Marchais, et des petites phrases prononcées sur les plateaux de télévision comme celle prononcée par le leader communiste en 1980 : « Fais les valises, on rentre à Paris ». Le retour sur les choix programmatiques actés ou éludés à l'occasion en 1972 peuvent également permettre d'appréhender, au miroir de l'histoire, certains des positionnements et des interrogations actuelles à gauche.

Programme

Accueil, par **Thierry Mérel**, directeur du secteur Histoire et archives de la Fondation Jean-Jaurès

Présentation et problématiques, état de la recherche, par **Christophe Batardy**, docteur en histoire, ingénieur CNRS-ENS AOROC

Table 1. Choix et impensés programmatiques (1972 et 1977)

Présidence : **Jean-Numa Ducange**, professeur des universités, université de Rouen, membre junior de l'Institut universitaire de France

- **Les questions de défense et le programme commun**, par **Maxime Launay**, doctorant, Sorbonne Université
- **La politique industrielle : les filiales de la discorde**, par **Mathieu Fulla**, PRAG, Sciences Po Paris

Discussion

Table 2. Un moment programme commun ?

Présidence : **Serge Wolikow**, professeur émérite des universités, université de Bourgogne

- **« Gaullistes de gauche » une quatrième composante du Programme commun ?**, par **Bernard Lachaise**, professeur émérite des universités, université Bordeaux Montaigne
- **Le Programme commun et les Lambertistes : de la critique au SO du 10 mai 1981**, par **Jean Hentzgen**, docteur en histoire, université Le Havre Normandie
- **Un anticommuniste, commis voyageur de l'union de la gauche. Gaston Defferre**, par **Anne-Laure Ollivier**, professeure agrégée d'histoire en CPGE littéraires, lycée Camille Guérin, Poitiers
- **Le Programme commun dans les médias : peut-on parler d'hégémonie culturelle ?**, par **Pierre-Emmanuel Guigo**, maître de conférences, université Paris Est Créteil

Discussion

Table 3. Postérités et mémoire

Présidence : **Noëlline Castagnez**, professeure des universités, université d'Orléans

- **Les lieux du Programme commun**, par **Christophe Batardy**, docteur en histoire, université de Nantes
- **De la rupture du programme commun à la victoire des 110 propositions, 1978-1981**, par **Gilles Richard**, professeur émérite des universités, université de Rennes 2
- **Le Programme commun, d'hier à aujourd'hui**, par **Jean Vigreux**, professeur des universités, université de Bourgogne

Discussion

Conclusions, par **Marc Lazar**, professeur des universités en histoire et sociologie politique,
Sciences Po Paris